

Jeudi 22 novembre 2018

rallye services publics Bezons Argenteuil : Accueil dès 8h30 devant la Mairie de Bezons.

Les services publics sont attaqués de toute part, les bureaux de poste ferment, les CAF et Pôle emploi sont menacés, les trésoreries publiques disparaissent, les préfectures n'ont plus de guichet ...

Le gouvernement, avec l'action publique 2022, veut continuer dans cette direction en rationalisant le service public, en le privatisant ou en le soumettant à la concurrence du privé.



Le service public n'a pas pour objectif d'être rentable. Il doit répondre aux besoins réels des usagers sur l'ensemble du territoire : les secteurs rentables finançant les non rentables.

Les droits des salariés du privé ont été attaqués avec les ordonnances Macron. Aujourd'hui ce sont les fonctionnaires qui trinquent avec la mise en place de plans de départs volontaires, le recours accru à la contractualisation, la rémunération à «l'individualisme».

La logique est la même : flexibilité, précarité et docilité avec des chefs de services transformés à leur insu en petits chefs d'entreprise.

Il faut donc se battre pour le droit des agents à travailler dignement au service des usagers.

(Pour info la retenue sur salaire est propositionnelle au temps de grève, 1 h de grève = 1 h de retenue)



AGENTS TERRITORIAUX DE BEZONS : Grève et rassemblement dès 8H30 sur le parvis de la Mairie de Bezons.

Les services publics n'évoluent pas à la même vitesse que la ville, de plus en plus de logements donc d'habitants mais il manque des places en crèche, en école, en centre de loisirs, sports et des files d'attente s'allongent, notamment à l'état civil...

De plus en plus de travaux avec des répercussions sur les services : voirie, urbanisme, et donc finances ...

Pour le gouvernement, il faut supprimer 120 000 fonctionnaires et en plus tout est bon désormais pour sous-payer les agents tout en accroissant leur niveau de responsabilité et leur charge de travail. Il faut faire toujours plus avec de moins en moins de moyens humains. A BEZONS, comme ailleurs, les recrutements pour remplacer ceux qui partent tardent. On attend de voir si les agents qui restent peuvent tenir le coup et on commence à publier les fiches de postes pour recruter plusieurs mois après les départs. Maintenant ça craque à tous les niveaux chez les catégories C mais aussi B et A.

Les cadres sont à la fois victimes de ces évolutions en même temps qu'ils doivent les mettre en œuvre ou les imposer à leurs équipes. Entre le marteau et l'enclume, ils doivent gérer la pénurie ou faire toujours plus avec moins. Perte de sens, mal-être au travail, surcharge, valorisation exclusive du rôle de «manager» aux dépens du rôle de l'encadrant et de l'expertise... sont autant de difficultés qui entraînent une baisse de moral généralisée.

Nous avons été reçus dans le cadre du «dialogue sociale» le 22 octobre, nous avons eu plusieurs promesses **mais aucune vraie réponse qui pourrait changer un peu la vie des agents :**

Nous réclamons :

- Un plan de titularisation et non de nouvelles embauches contractuelles,
- Résorption de la précarité surtout pour les animateurs dont le personnel du temps du midi, et de la régie ménage,
- Pour tous : Place de parking, remboursement de la carte de transports,
- Augmentation de la part mutuelle (qui reste dérisoire entre 8 et 11 € alors que les prix flambent, la part ville n'a pas bougé depuis 5 ans),
- Revalorisation des aides sociales (la délibération est tellement vieille qu'elle est encore en francs !),
- Certitudes sur la mise en place du RIFSEEP (réunions de concertations prévues à partir de décembre) dans des conditions vraiment avantageuses pour tous : quelle sera la part des primes fixes et quelle sera la part des primes «au mérite» ou «assiduité» ?

Mais nous **avons des certitudes sur ce que nous avons perdu cette année** (non récupération des jours fériés qui tombent un samedi ou un dimanche, annulation des «bons verts» ...) sans compter bien sûr la baisse de notre pouvoir d'achat car nos salaires sont toujours bloqués !

Pour ses différentes raisons la CGT des Territoriaux de Bezons dépose un préavis de grève pour le jeudi 22 novembre 2018 dans le cadre du rallye des services publics et appelle les agents à faire grève et à se rassembler massivement dès 8h30 devant la Mairie pour exprimer notre mécontentement sur nos conditions de travail.

(Pour info la retenue sur salaire des grévistes est propositionnelle au temps de grève, 1 h de grève = 1 h de retenue)